



Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

Revue hebdomadaire

Le vendredi 18 janvier 2002

APERÇU

◆ Le chômage à son plus haut niveau en près de trois ans

Le taux de chômage a grimpé de 0,5 % point de pourcentage pour atteindre 8,0 % en décembre, son plus haut niveau depuis avril 1999. L'emploi a reculé de 6 000 dans le secteur manufacturier, portant les pertes en 2001 à 111 000, la plus forte chute depuis 1991.

◆ Montée en flèche des ventes de véhicules neufs

Propulsées par des offres incitatives généralisées, les ventes de véhicules automobiles neufs ont atteint en novembre leur deuxième sommet depuis 1976.

◆ Les permis de construction à leur plus haut niveau en onze mois

La valeur des permis de construction a grimpé de 7,1 % en novembre, pour atteindre un peu plus de 3,5 milliards de dollars, son plus haut niveau depuis le début de 2001.

◆ Des investissements étrangers records dans les obligations canadiennes

Les investisseurs étrangers ont accru de 14,3 milliards de dollars leurs avoirs en obligations canadiennes en octobre, après un désinvestissement de 7,0 milliards en septembre.

◆ Les gains de la productivité du travail ralentissent considérablement

La productivité n'a progressé que de 0,3 % au troisième trimestre de 2001 par rapport au même trimestre de 2000, ce qui est largement inférieur à la moyenne annuelle de 1,7 % enregistrée entre 1995 et 2000.

◆ Criminalité avec violence : des taux plus bas au Canada qu'aux États-Unis

Au cours des 20 dernières années, les taux de criminalité avec violence étaient beaucoup plus faibles au Canada qu'aux États-Unis, mais les taux de crimes contre les biens étaient plus élevés au Canada.

Le chômage à son plus haut niveau en près de trois ans

Le taux de chômage est passé de 7,5 % en novembre à 8,0 % en décembre, son niveau le plus élevé depuis avril 1999.

Le nombre d'emplois a diminué de 18 000, et 68 000 nouvelles personnes se sont jointes à la population active pour chercher du travail. Le taux de chômage a terminé l'année avec 1,1 point de pourcentage de plus par rapport à janvier et à février, où il était de 6,9 %.

Les pertes d'emploi ont été généralisées, touchant, entre autres, le secteur manufacturier, le commerce de gros et de détail, l'agriculture, les transports et l'entreposage. Dans le secteur manufacturier, l'emploi a reculé de 6 000, ce qui a porté les pertes en 2001 à 111 000, soit la plus forte chute annuelle depuis 1991. Cette baisse était concentrée dans le secteur des produits informatiques et électroniques.

L'emploi a baissé de 16 000 dans le commerce de gros et de détail. Malgré cette perte, ce secteur a gagné 76 000 emplois en 2001, la plus forte progression parmi toutes les branches d'activité.

Enquête sur la population active, décembre 2001

Données désaisonnalisées¹

| | Population active | | Emploi | | Chômage | |
|-------------------------|-------------------|--------------------------|-----------------|--------------------------|----------------|------------|
| | Milliers | Variation mensuelle en % | Milliers | Variation mensuelle en % | Milliers | Taux (%) |
| Canada | 16 409,8 | 0,4 | 15 091,4 | -0,1 | 1 318,4 | 8,0 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 258,2 | 2,6 | 214,4 | 1,7 | 43,9 | 17,0 |
| Île-du-Prince-Édouard | 75,8 | -0,1 | 66,3 | -0,6 | 9,4 | 12,4 |
| Nouvelle-Écosse | 475,3 | 0,3 | 427,6 | -0,7 | 47,7 | 10,0 |
| Nouveau-Brunswick | 380,2 | 0,2 | 336,9 | 0,3 | 43,3 | 11,4 |
| Québec | 3 862,6 | 0,6 | 3 486,8 | -0,3 | 375,8 | 9,7 |
| Ontario | 6 416,2 | 0,1 | 5 970,6 | 0,0 | 445,6 | 6,9 |
| Manitoba | 593,2 | -0,1 | 565,5 | 0,2 | 27,7 | 4,7 |
| Saskatchewan | 496,8 | 0,0 | 465,9 | -0,3 | 30,9 | 6,2 |
| Alberta | 1 733,2 | 0,7 | 1 644,2 | 0,1 | 89,0 | 5,1 |
| Colombie-Britannique | 2 118,4 | 0,7 | 1 913,3 | -0,6 | 205,0 | 9,7 |

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... Le chômage à son plus haut niveau en près de trois ans

Dans le secteur agricole, l'emploi a fléchi de 10 000, poursuivant sa tendance à la baisse amorcée en 1999. À la fin de 2001, les pertes d'emplois dans ce secteur s'élevaient à 35 000 (-10,0 %). Quant au secteur du transport et de l'entreposage, l'emploi a baissé de 5 000, portant les pertes à 42 000 pour 2001. Ce repli est principalement attribuable au transport routier et au transport aérien, vraisemblablement en raison du fléchissement du secteur manufacturier et des compressions effectuées par les sociétés aériennes.

Pour ce qui est des services d'hébergement et de restauration, l'emploi a progressé de 14 000, portant les gains au cours de 2001 à 26 000, soit une hausse de 2,7 %.

La baisse de l'emploi s'est principalement manifestée chez les hommes adultes travaillant à temps plein (-21 000). Chez les femmes adultes, l'emploi a peu varié. Toutefois, l'augmentation de l'activité sur le marché du travail a fait passer leur taux de chômage de 6,1 % à 6,4 %.

L'emploi chez les jeunes a baissé de 5 000, portant les pertes en 2001 à 44 000 (-1,9 %). Ces pertes sont en contraste net avec les gains de 95 000 emplois (+4,2 %) observés en 2000. Le taux de chômage chez les jeunes est passé de 13,7 % à 14,0 % en décembre, en hausse de 1,5 point par rapport à un an plus tôt.

Le travail indépendant a subi une perte de 34 000 en décembre, terminant l'année avec une chute de 83 000 emplois (-3,5 %). Il s'agit de la deuxième baisse annuelle consécutive pour le travail indépendant. Un peu moins de 2,3 millions de personnes étaient travailleurs indépendants à la fin de l'année.

À l'échelle provinciale, l'emploi a reculé de 11 000 au Québec, en raison des pertes subies dans le secteur manufacturier et d'une hausse de l'activité sur le marché du travail, ce qui a fait passer le taux de chômage de 8,9 % à 9,7 %. Étant donné cette baisse de l'emploi, les gains en 2001 se sont chiffrés à 35 000 (+1,0 %), lesquels se sont produits exclusivement dans le travail à temps plein.

En Colombie-Britannique, l'emploi a fléchi de 11 000, portant les pertes depuis le début de 2001 à 59 000 (-3,0 %). Cette baisse s'est accompagnée d'une intensification de l'activité sur le marché du travail, ce qui a fait passer le taux de chômage de 8,5 % à 9,7 %. En 2001, les pertes d'emplois ont principalement touché la foresterie et l'exploitation forestière ainsi que la fabrication des produits en bois. Pour ce qui est de la Nouvelle-Écosse, l'emploi y a reculé de 3 000, et le taux de chômage est passé de 9,2 % à 10,0 %.

L'emploi a peu varié en décembre en Ontario. En 2001, le secteur manufacturier a subi des pertes considérables (-81 000). Toutefois, cette contraction a été contrebalancée par des gains dans plusieurs autres branches d'activité, la plus forte hausse ayant été enregistrée dans le commerce de gros et de détail (+41 000). Parallèlement à la variation peu marquée de l'emploi en 2001, le taux de chômage a terminé l'année à 6,9 % en décembre, en hausse par rapport à 6,0 % en décembre 2000.

Bien que l'emploi en Alberta ait peu varié, l'augmentation du nombre de personnes en quête de travail a fait monter le taux de chômage de 4,6 % à 5,1 %.

À Terre-Neuve-et-Labrador, l'emploi a progressé de 4 000, mais le taux de chômage est passé de 16,2 à 17,0 %, en raison de l'activité accrue sur le marché du travail. L'emploi et le taux de chômage ont peu varié dans les autres provinces.

*Pour en savoir plus, consultez **Information : population active pour la semaine se terminant le 8 décembre** (Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$; papier : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$). Pour obtenir des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)*

Montée en flèche des ventes de véhicules neufs

Propulsées par des offres incitatives généralisées, les ventes de véhicules automobiles neufs ont grimpé de 8,5 % en novembre, après avoir progressé de 2,9 % en octobre. Au total, 143 730 véhicules neufs sont sortis de chez les concessionnaires, soit 11 272 de plus qu'en octobre. Les deux tiers de cette hausse sont attribuables aux ventes de camions.

La progression enregistrée en novembre est la plus forte hausse mensuelle depuis celle de février 1998 (+10,4 %), quand les ventes récupéraient des conséquences de la tempête de verglas de cet hiver-là. Cette hausse est aussi la deuxième mensuelle consécutive.

Le nombre de véhicules neufs vendus en novembre représente le deuxième plus important niveau mensuel depuis 1976. Ce chiffre vient après celui de décembre 1997, où 145 708 véhicules avaient trouvé preneurs, à la faveur, aussi, de généreux taux de financement. D'importants incitatifs offerts par certains constructeurs — tels que des taux de financement de 0 %, jumelés à d'autres

incitatifs déjà en cours — ont été en grande partie à l'origine des fortes ventes enregistrées en novembre.

Les incitatifs offerts par les constructeurs d'automobiles, particulièrement en novembre, auraient poussé les consommateurs à acheter plus de camions. En effet, 66 996 camions neufs ont trouvé preneurs, en hausse de 13,1 % par rapport à octobre. Il s'agit aussi du chiffre mensuel le plus important depuis décembre 1997. Étant donné le prix moyen élevé des camions, les incitatifs offerts par les constructeurs auraient permis aux consommateurs d'en acheter. De plus, le financement à 0 % a été offert principalement par les trois grands constructeurs d'automobiles qui détiennent la majorité du marché des camions. Les ventes de camions, généralement stables pendant la majeure partie de 2001, ont fortement augmenté en novembre, pour accaparer 46,6 % du marché.

Les ventes de voitures particulières neuves ont augmenté de 4,8 % par rapport à octobre, s'établissant à 76 734 en novembre. Cette hausse, qui a suivi celle de 2,9 % en octobre, tient autant aux voitures particulières construites en Amérique du Nord qu'à

(suite à la page 3)

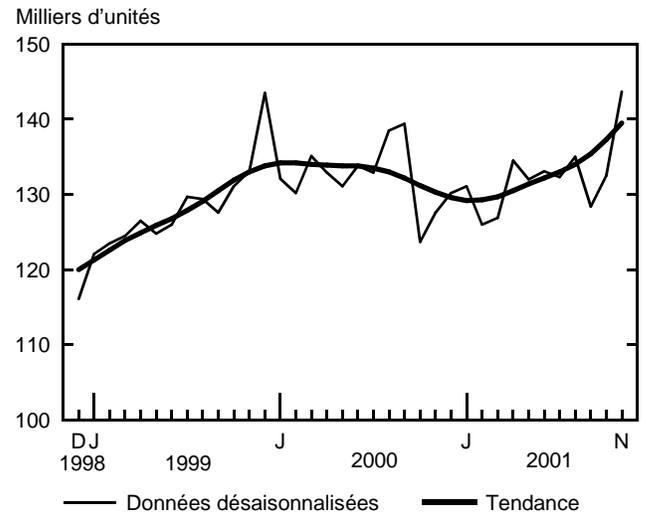
... Montée en flèche des ventes de véhicules neufs

celles venues d'outre-mer. En effet, alors que les ventes de la première catégorie de voitures ont progressé de 5,0 %, celles de voitures construites outre-mer ont crû de 4,3 %. La hausse des ventes de ces dernières est importante, étant donné que la majorité des programmes incitatifs étaient destinés aux voitures de construction nord-américaine.

Les ventes de véhicules automobiles neufs ont progressé dans toutes les provinces. Les plus fortes hausses ont été enregistrées en Saskatchewan (+14,1 %), suivie de la Nouvelle-Écosse (+11,1 %). Concernant l'Ontario, qui représente environ 40 % du marché national, les ventes y ont progressé de 9,7 %. Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle dans cette province au cours des quatre dernières années.

Le numéro de novembre 2001 de *Ventes de véhicules automobiles neufs* (Internet : 63-007-XIB, 13 \$ / 124 \$) vient de paraître. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Clérance Kimanyi au (613) 951-6363 (courriel : clerance.kimanyi@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Ventes de véhicules automobiles neufs



Les permis de construction à leur plus haut niveau en onze mois

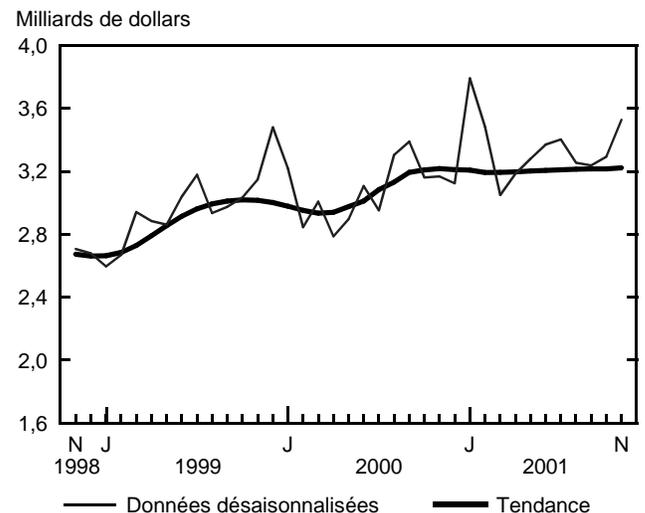
Sous la poussée de fortes intentions de construction dans le secteur de l'habitation et le secteur non résidentiel, la valeur mensuelle des permis de construction a augmenté de 7,1 % en novembre, pour atteindre un peu plus de 3,5 milliards de dollars. Ce n'est que la deuxième fois au cours de la dernière décennie que le cap des 3,5 milliards de dollars ait été franchi.

Les intentions de construction dans le secteur de l'habitation ont atteint 2,0 milliards de dollars, en hausse de 6,6 % par rapport à octobre, ce qui constitue le meilleur résultat mensuel depuis février 1990. Cette augmentation, la sixième enregistrée au cours des sept derniers mois, tient à une forte demande de logements unifamiliaux et multifamiliaux. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a grimpé de 17,3 % pour atteindre 604 millions de dollars, soit la quatrième hausse mensuelle d'affilée. Les permis de construction de logements unifamiliaux ont aussi contribué à la croissance globale dans le secteur résidentiel, progressant de 2,6 % pour se fixer à 1,4 milliard de dollars.

Une forte progression des composantes industrielle et commerciale a entraîné une hausse de 7,8 %, qui a porté la valeur des permis non résidentiels à 1,5 milliard de dollars. L'augmentation (en dollars) la plus prononcée a eu lieu en Alberta (+62,5 %, valeur totale de 313 millions de dollars), et la plus forte baisse est survenue en Colombie-Britannique (-28,0 %, valeur totale de 108 millions de dollars).

La valeur des permis dans la composante industrielle a grimpé de 21,7 %, atteignant 409 millions de dollars, sous la poussée essentiellement d'une hausse dans la catégorie des services publics et des transports. L'Ontario a réalisé la plus forte croissance (+120,5 %, valeur totale de 180 millions de dollars). La valeur des permis de construction commerciale s'est accrue de 9,3 % pour

Valeur des permis de construction



se situer à 683 millions de dollars, grâce aux progrès réalisés dans la catégorie des entrepôts. L'Alberta a affiché la plus forte croissance (+65,8 %, valeur totale de 175 millions de dollars). Cependant, les intentions dans la composante institutionnelle ont fléchi de 4,5 %, passant à 429 millions de dollars sous l'effet d'un recul des intentions de construction dans la catégorie des services d'aide sociale. L'Ontario a accusé la plus forte baisse dans cette composante.

(suite à la page 4)

... Les permis de construction à leur plus haut niveau en onze mois

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

| | Novembre 2001 | Octobre à novembre 2001 | Janvier à novembre 2001 | Janvier-novembre 2000 à janvier-novembre 2001 |
|------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------------|---|
| | Millions de dollars | Variation en % | Millions de dollars | Variation en % |
| St. John's | 18,2 | 25,2 | 170,3 | 5,7 |
| Halifax | 20,8 | 61,5 | 289,9 | -37,4 |
| Saint John | 5,7 | -28,6 | 74,7 | -17,2 |
| Chicoutimi-Jonquière | 7,2 | 60,5 | 160,2 | 38,9 |
| Québec | 55,1 | -7,1 | 627,5 | 26,0 |
| Sherbrooke | 12,3 | 30,4 | 130,9 | 9,3 |
| Trois-Rivières | 10,5 | 43,0 | 104,1 | -5,4 |
| Montréal | 409,4 | 5,0 | 3 986,7 | 34,4 |
| Hull | 18,6 | 27,6 | 325,7 | 12,7 |
| Ottawa | 116,4 | -8,4 | 1 328,5 | -3,0 |
| Oshawa | 48,9 | -31,8 | 531,1 | -13,0 |
| Toronto | 751,2 | 11,1 | 7 804,9 | 1,4 |
| Hamilton | 77,2 | 26,9 | 787,6 | 17,9 |
| St. Catharines-Niagara | 19,3 | -38,0 | 366,3 | -21,3 |
| Kitchener | 106,4 | 26,4 | 918,1 | 28,4 |
| London | 68,4 | 35,4 | 644,9 | 60,7 |
| Windsor | 51,6 | 18,4 | 515,3 | 5,8 |
| Sudbury | 44,4 | 238,2 | 113,5 | 57,4 |
| Thunder Bay | 3,7 | -59,4 | 92,7 | 6,2 |
| Winnipeg | 40,9 | 15,1 | 395,9 | -19,0 |
| Regina | 18,0 | 69,5 | 201,0 | 52,1 |
| Saskatoon | 55,3 | 110,3 | 279,0 | 20,9 |
| Calgary | 292,9 | 63,7 | 2 111,4 | -0,4 |
| Edmonton | 162,6 | 30,9 | 1 326,5 | 15,9 |
| Vancouver | 185,2 | -28,0 | 2 785,0 | 13,6 |
| Victoria | 21,0 | -42,8 | 333,5 | 26,4 |

De janvier à novembre, les municipalités ont délivré pour 20,3 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, en hausse de 8,5 % par rapport à la même période en 2000. Il s'agit d'un niveau record pour les 11 premiers mois d'une année. La progression est attribuable aux logements unifamiliaux et multifamiliaux. Au sein des provinces, la croissance la plus importante (en dollars) de la valeur cumulative des permis de construction résidentielle a été observée au Québec (+14,8 %), suivi de la Colombie-Britannique. La plus forte baisse a été enregistrée en Nouvelle-Écosse.

Les intentions de construction non résidentielle ont progressé de 9,6 %, pour atteindre 16,6 milliards de dollars de janvier à novembre. Il s'agit du meilleur résultat pour les 11 premiers mois d'une année depuis 1989. La composante institutionnelle a progressé de 35,3 %, pour se situer à 4,5 milliards de dollars. La valeur des permis a atteint 8,5 milliards de dollars pour les projets de construction commerciale, en hausse de 3,2 % par rapport à la même période en 2000, tandis qu'elle est demeurée pratiquement inchangée dans la composante industrielle, totalisant 3,6 milliards de dollars.

À l'échelle provinciale, l'énorme augmentation de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux dans la région de Toronto a valu à l'Ontario la plus forte progression (en dollars) dans le secteur résidentiel (+13,3 %, valeur totale de 966 millions de dollars). Par contre, la Colombie-Britannique a accusé le plus net recul (-32,0 %, valeur totale de 200 millions de dollars).

*Pour en savoir plus, consultez **Permis de bâtir de novembre 2001** (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$). Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Des investissements étrangers records dans les obligations canadiennes

Les investisseurs étrangers ont accru de 13,5 milliards de dollars leurs avoirs en valeurs mobilières canadiennes en octobre, à la suite de l'émission d'une quantité sans précédent de nouvelles obligations sur les marchés étrangers par des sociétés canadiennes. Pour leur part, les investisseurs canadiens ont réduit de 3,4 milliards de dollars leurs avoirs en valeurs mobilières étrangères, notamment en se départant d'un nombre record d'obligations étrangères.

Les investisseurs étrangers ont accru d'un montant record de 14,3 milliards de dollars leurs avoirs en obligations canadiennes, après un désinvestissement de 7,0 milliards en septembre. Le report d'un certain nombre d'émissions d'obligations à la suite des événements du 11 septembre a contribué au placement d'une quantité sans précédent de nouvelles obligations en octobre, dont la valeur a excédé de 11,6 milliards de dollars les rachats.

Pour les dix premiers mois de 2001, les émissions de nouvelles obligations sur les marchés étrangers ont atteint 61,8 milliards de dollars, dépassant le montant record enregistré pour toute l'année 1998. Les sociétés ont joué un rôle clé, en effectuant les trois quarts de ces émissions. Par contre, les nouvelles émissions effectuées en 2001 par les administrations canadiennes ont été plus que neutralisées par des rachats d'obligations détenues par des investisseurs étrangers.

Le marché américain a absorbé les trois quarts du placement total d'obligations effectué en octobre, et le reste est allé au marché britannique. C'est cette répartition que l'on a observée durant la majeure partie de 2001.

Après avoir réduit de 5,6 milliards de dollars leurs avoirs en instruments du marché monétaire canadien au cours des quatre mois précédents, les investisseurs étrangers ont recommencé à acheter de ces titres en octobre par un placement de 1,2 milliard. Ce placement était réparti entre les bons du Trésor fédéral et les autres

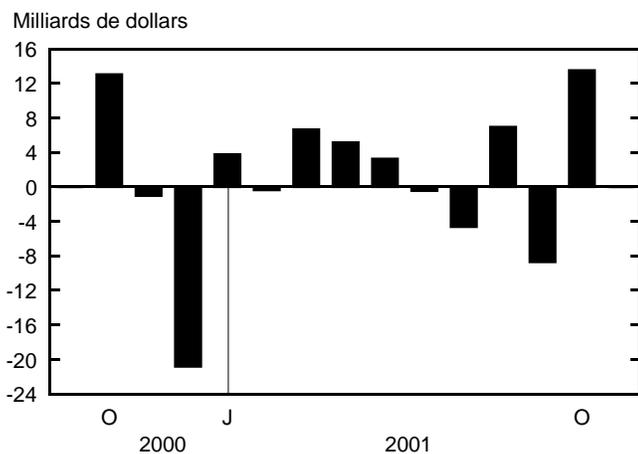
(suite à la page 5)

... Des investissements étrangers records dans les obligations canadiennes

instruments du marché monétaire. Les Européens ont effectué la moitié de ce placement, le reste ayant été partagé entre les Américains et les Asiatiques.

Les placements étrangers dans des actions canadiennes ont chuté de 2,1 milliards, après deux mois de faible activité. Ce désinvestissement s'explique par l'acquisition d'une société canadienne dont les actions, y compris celles de portefeuille détenues par des intérêts étrangers, ont été achetées comptant par un investisseur direct étranger. En octobre, les investisseurs étrangers ont acheté des actions en circulation sur le marché secondaire pour un montant de 0,5 milliard de dollars. Ce placement a porté leur investissement total dans ces titres pour les dix premiers mois de 2001 à seulement 2,0 milliards de dollars, soit une petite fraction des 24,8 milliards

Investissements étrangers en valeurs mobilières¹ canadiennes



1. Y compris les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

Renseignements complémentaires sur les marchés financiers

En octobre, une baisse de près de trois quarts de point de pourcentage des taux d'intérêt à court terme au Canada par rapport à une baisse de près d'un quart de point dans les taux correspondants des États-Unis a réduit le différentiel à 21 points. Celui-ci était de 71 points en septembre. Un recul légèrement plus important des taux d'intérêt à long terme aux États-Unis par rapport à ceux en vigueur au Canada a porté le différentiel à 42 points en octobre; celui-ci était de 36 points en septembre. Cet écart était, en 2001, le plus important en faveur des placements au Canada.

L'indice composite TSE 300 s'est apprécié de 0,7 %, après avoir baissé de 16,2 % entre les valeurs de clôture de mai et septembre. Le cours des actions américaines a augmenté de 1,8 % après avoir reculé de 17,1 % durant les quatre mois précédents.

La valeur du dollar canadien a baissé pour le quatrième mois consécutif, reculant de près d'un demi-cent. Cette baisse a porté à plus de 3 cents depuis juin la dépréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain. La valeur de clôture était de 62,94 cents US en octobre.

de dollars que les investisseurs étrangers avaient placés dans des actions canadiennes au cours de la même période en 2000.

En octobre, les investisseurs canadiens ont réduit leurs avoirs en obligations étrangères d'un montant record de 3,1 milliards, provenant surtout de fonds de pension canadiens. Ce désinvestissement, portant surtout sur des obligations du Trésor américain, a plus qu'annulé le placement important dans ces titres enregistré en septembre.

Pour en savoir plus, consultez le numéro d'octobre 2001 des *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (Internet : 67-002-XIB, 14 \$ / 132 \$; papier : 67-002-XPB, 18 \$ / 176 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.

Les gains de la productivité du travail ralentissent considérablement

Les gains de la productivité du travail dans les entreprises canadiennes ont considérablement ralenti.

La productivité du travail n'a progressé que de 0,3 % au troisième trimestre de 2001 par rapport au même trimestre de 2000. Ce taux est identique à celui enregistré au deuxième trimestre de 2001 et est largement inférieur au taux annuel moyen de 1,7 % enregistré entre 1995 et 2000.

La croissance de la productivité du travail a atteint le point culminant de 3,5 % au quatrième trimestre de 1998, et elle est généralement en baisse depuis lors.

La croissance de la productivité du travail est positive quand on produit plus avec le même nombre d'heures de travail ou moins.

La productivité s'est accrue au cours du troisième trimestre de 2001, parce que les entreprises ont réduit le nombre d'heures de travail plus vite que la production.

La croissance de la production était stagnante à 0,0 %, tandis que le nombre d'heures travaillées a reculé de 0,4 %. Ce recul était la première baisse trimestrielle du taux annuel depuis le quatrième trimestre de 1992.

La productivité est une mesure de l'efficacité de production que la plupart des économistes considèrent comme le fondement du niveau de vie d'un pays donné. La productivité du travail est une mesure de la production par heure de travail et elle est étroitement liée à la rémunération versée aux employés. Elle s'accroît à la fois quand les entreprises deviennent plus efficaces et quand elles augmentent la quantité de machines, d'équipement et de technologies de pointe utilisées par chaque travailleur.

(suite à la page 6)

... Les gains de la productivité du travail ralentissent considérablement

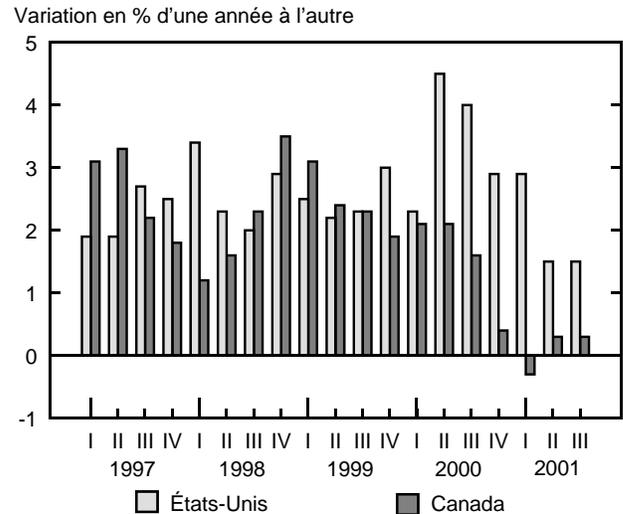
Le Canada continue d'être à la traîne par rapport aux États-Unis lorsqu'il s'agit de la productivité. La croissance annuelle de la productivité des entreprises américaines était de 1,5 % au troisième trimestre, cinq fois plus élevée qu'au Canada. Les entreprises américaines ont plus rapidement adapté leur main-d'œuvre au ralentissement de la production que ne l'ont fait leurs homologues canadiennes.

Au Canada, le coût unitaire de main-d'œuvre, une mesure clé de la compétitivité, a augmenté de 3,3% au troisième trimestre de 2001 par rapport au même trimestre en 2000, et ce, en raison d'une hausse de 3,5% des coûts de rémunération horaire qui était de loin supérieure à la croissance de 0,3% de la productivité.

Toutefois, le coût unitaire de main-d'œuvre augmente plus lentement au Canada qu'aux États-Unis, où la hausse annuelle pour le troisième trimestre était de 4,2 %, puisque le coût de rémunération horaire a augmenté de 5,8 %. Cet écart dans la rémunération entre les deux pays constitue un prolongement de la tendance qui s'est amorcée au deuxième trimestre de 2000.

Exprimé en dollars américains, l'écart en matière de coût unitaire s'amplifie considérablement en faveur du Canada. Le dollar canadien ayant perdu de sa valeur, le coût unitaire de main-d'œuvre du Canada a en fait diminué de 1,0 % en termes de dollars américains au cours du troisième trimestre de 2001.

Productivité du travail du secteur des entreprises au Canada et aux États-Unis



Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Pierre Maynard au (613) 951-3654 (courriel : maynard@statcan.ca), Division de l'analyse microéconomique.

Criminalité avec violence : des taux plus bas au Canada qu'aux États-Unis

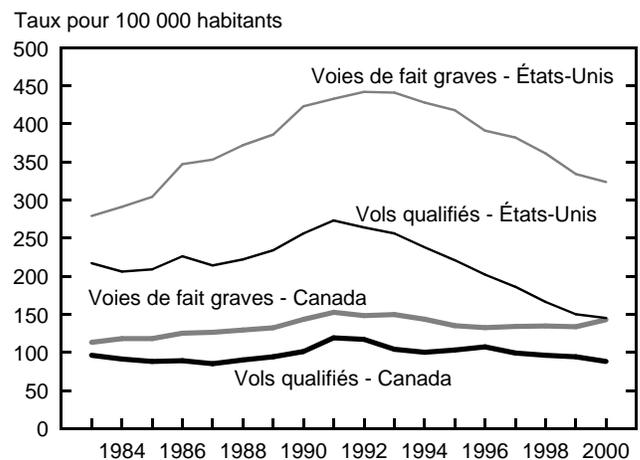
Au cours des 20 dernières années, le Canada a affiché des taux de criminalité avec violence beaucoup plus faibles que les États-Unis, tandis que les taux de crimes contre les biens ont généralement été plus élevés au Canada, selon une comparaison entre les deux pays des crimes déclarés par la police.

Les taux de criminalité dans les deux pays ont suivi des tendances semblables au cours des deux dernières décennies. Après avoir atteint un sommet en 1991, les taux aussi bien des crimes avec violence que des crimes contre les biens ont généralement régressé tout au long des années 1990.

En 2000, la police américaine a déclaré 5,5 homicides pour 100 000 habitants, soit le triple du taux canadien de 1,8. Le nombre d'homicides a diminué dans les deux pays pendant les années 1990, particulièrement aux États-Unis. Il y a deux décennies, le taux d'homicides américain était environ quatre fois celui du Canada.

Les Américains étaient beaucoup plus susceptibles que les Canadiens d'être victimes de voies de fait graves, le taux américain étant supérieur au double du taux canadien. Toutefois, le taux américain diminue depuis 1994, la baisse la plus forte, soit 3 %, ayant été enregistrée en 2000. Par contre, le taux canadien est demeuré relativement stable depuis 1994, mais il a augmenté de 7 % en 2000. (Pour pouvoir comparer les catégories américaine et canadienne de voies de fait graves, trois infractions canadiennes ont été regroupées en une : tentative de meurtre, agression armée et voies de fait graves.)

Voies de fait graves¹ et vols qualifiés au Canada et aux États-Unis



1. À des fins de comparaison, la catégorie canadienne des voies de fait graves comprend les tentatives de meurtre, les agressions armées et les voies de fait graves.

Le taux américain de vols qualifiés était de 65 % supérieur à celui du Canada en 2000, et la différence était beaucoup plus prononcée dans le cas des vols qualifiés commis avec arme à feu. En 2000, des armes à feu ont été utilisées dans 41 % des vols qualifiés aux États-Unis, contre 16 % au Canada. Depuis 1991, le

(suite à la page 7)

... Criminalité avec violence : des taux plus bas au Canada qu'aux États-Unis

taux de déclaration à la police de vols qualifiés recule dans les deux pays. Pendant cette période, le taux a chuté de 47 % aux États-Unis, soit le double de la baisse de 26 % enregistrée au Canada.

Pour la majeure partie des années 1980, les taux d'introductions par effraction canadien et américain ont été semblables. Toutefois, de 1989 à 1991, le taux canadien a augmenté de 21 %, alors que le taux américain a baissé de 2 %.

Depuis 1991, les deux pays ont déclaré des baisses. En 2000, le Canada avait un taux national de 954 introductions par effraction pour 100 000 habitants, contre 728 aux États-Unis.

En 2000, la police canadienne a déclaré 521 vols de véhicules à moteur pour 100 000 habitants, ce qui est de 26 % supérieur au taux de 414 des États-Unis. Le taux du Canada dépasse celui des

États-Unis depuis les cinq dernières années. Si les taux de vols à l'étagère et d'autres vols, comme le vol à la tire, étaient plus élevés aux États-Unis, la police canadienne a déclaré des taux plus élevés de vols de bicyclettes. Depuis 1991, les deux pays ont enregistré des baisses générales du nombre total de vols.

Le taux de crimes d'incendie du Canada était supérieur de 41 % au taux américain en 2000.

Il y a deux décennies, les taux d'arrestations canadien et américain pour des infractions relatives aux drogues étaient à peu près égaux. Depuis 1980, toutefois, le taux américain d'arrestations pour possession, trafic et production de drogues a doublé, tandis que le taux canadien a chuté de 29 %. La forte hausse aux États-Unis tient à une augmentation des arrestations pour possession de drogues.

En 2000, la police américaine a arrêté 454 personnes pour 100 000 habitants pour possession de drogues, ce qui représente plus de quatre fois le taux de 100 du Canada. La différence dans les taux d'arrestations reflète peut-être davantage le niveau d'application de la loi et les ressources policières plutôt que de véritables comportements.

Pour les régions métropolitaines de plus de 500 000 habitants, les villes américaines avaient des taux déclarés plus élevés pour les homicides, les voies de fait graves et les vols qualifiés que les villes canadiennes. Par contre, les taux déclarés à la police d'introductions par effraction et de vols de véhicule à moteur étaient plus élevés dans les villes canadiennes. Cela correspond à la situation à l'échelle nationale.

La publication Juristat : Comparaisons de la criminalité entre le Canada et les États-Unis, vol. 21, n° 11 (Internet : 85-002-X1F, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPf, 10 \$ / 93 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

La criminalité au Canada et aux États-Unis, 2000

| | Canada | | États-Unis | |
|----------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| | Chiffres absolus | Taux ¹ | Chiffres absolus | Taux ¹ |
| Homicides | 542 | 1,8 | 15 517 | 5,5 |
| Voies de fait grave ² | 43 933 | 143 | 910 744 | 324 |
| Vols qualifiés | 27 012 | 88 | 407 842 | 145 |
| Introductions par effraction | 293 416 | 954 | 2 049 946 | 728 |
| Vols de véhicules à moteur | 160 268 | 521 | 1 165 559 | 414 |
| Autres vols | 683 997 | 2 224 | 6 965 957 | 2 475 |
| Crimes d'incendie | 13 724 | 45 | 78 280 | 32 |

1. Pour 100 000 habitants.
2. À des fins de comparaison, la catégorie canadienne des voies de fait graves comprend les tentatives de meurtre, les agressions armées et les voies de fait graves.

Nouveautés de Statistique Canada

Avant-goût des produits et services du recensement de 2001

La publication *Avant-goût des produits et services du recensement de 2001* donne un aperçu des produits et services tirés du Recensement de la population et du Recensement de l'agriculture de 2001. Ce document fournit des informations générales sur le contenu, les dates et les supports de diffusion ainsi que sur les prix de divers produits. Il présente aussi les produits géographiques, analytiques, normalisés et de référence, ainsi que les services personnalisés.

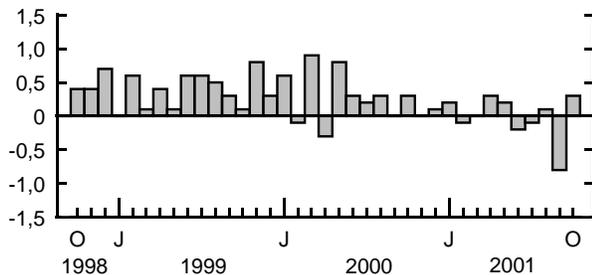
Le document intitulé Avant-goût des produits et services du recensement de 2001 (Internet : 92-376-X1F; papier : 92-376-XPB) est offert gratuitement. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous. (Voir la liste des centres de consultation régionaux à la page 11.)



Tendances actuelles

Produit intérieur brut

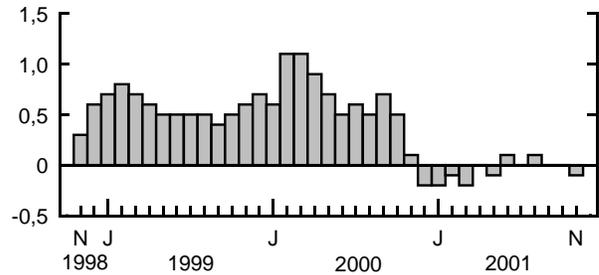
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a progressé de 0,3 % en octobre, après avoir diminué de 0,8 % en septembre.

Indice composite

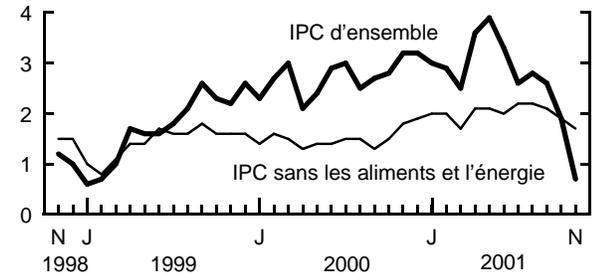
Variation mensuelle en %



En novembre, l'indicateur avancé a reculé de 0,1 %, en raison surtout de la détérioration du secteur manufacturier.

Indice des prix à la consommation

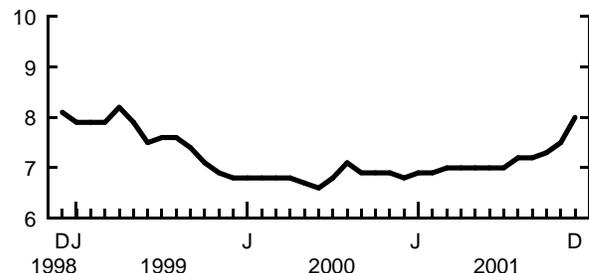
Variation annuelle en %



En novembre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 0,7 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,7 %.

Taux de chômage

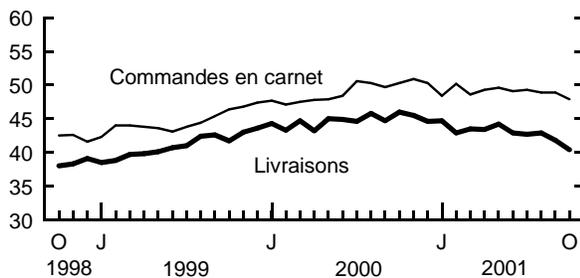
%



En décembre, le taux de chômage a augmenté de 0,5 point de pourcentage pour se fixer à 8,0 %.

Fabrication

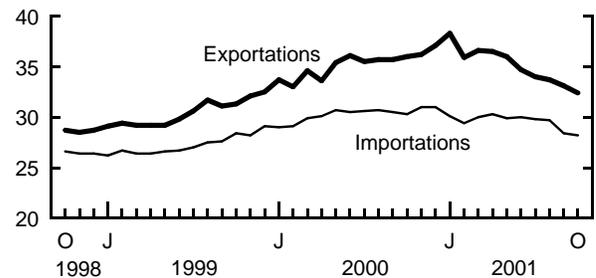
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont diminué de 2,9 % en octobre, pour totaliser 40,4 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont baissé de 1,8 % pour se fixer à 47,9 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En octobre, les exportations ont reculé de 1,0 % pour se fixer à 32,4 milliards de dollars. Les importations ont diminué de 0,6 % pour se fixer à 28,2 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

| | Période | Niveau | Variation (période précédente) | Variation (année précédente) |
|--|------------------------------|--------|--------------------------------------|------------------------------------|
| GÉNÉRAL | | | | |
| Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹ | octobre | 932,1 | 0,3 % | -0,6 % |
| Indice composite (1992 = 100) | novembre | 166,2 | -0,1 % | -0,7 % |
| Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars) | 3 ^e trim. de 2001 | 37,6 | -14,4 % | -24,0 % |
| Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ² | 3 ^e trim. de 2001 | 79,4 | -2,5 † | -7,0 † |
| DEMANDE INTÉRIEURE | | | | |
| Ventes au détail (milliards de dollars) | octobre | 24,2 | 1,7 % | 3,7 % |
| Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités) | novembre* | 143,7 | 8,5 % | 12,6 % |
| Ventes en gros (milliards de dollars) | octobre | 32,2 | -0,9 % | 0,8 % |
| EMPLOI | | | | |
| Personnes occupées (millions) | décembre* | 15,1 | -0,1 % | 0,2 % |
| Taux de chômage (%) | décembre* | 8,0 | 0,5 † | 1,2 † |
| Taux d'activité (%) | décembre* | 66,3 | 0,3 † | 0,1 † |
| Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars) | octobre | 669,99 | 0,23 % | 2,04 % |
| Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100) | décembre | 126 | -5,3 % | -27,6 % |
| Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers) | octobre | 537,9 | 1,3 % | 15,5 % |
| COMMERCE INTERNATIONAL | | | | |
| Exportations de marchandises (milliards de dollars) | octobre | 32,4 | -1,0 % | -10,1 % |
| Importations de marchandises (milliards de dollars) | octobre | 28,2 | -0,6 % | -7,0 % |
| Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars) | octobre | 4,2 | -0,1 | -1,5 |
| FABRICATION | | | | |
| Livraisons (milliards de dollars) | octobre | 40,4 | -2,9 % | -12,3 % |
| Nouvelles commandes (milliards de dollars) | octobre | 39,5 | -5,1 % | -15,2 % |
| Commandes en carnet (milliards de dollars) | octobre | 47,9 | -1,8 % | -4,7 % |
| Ratio des stocks aux livraisons | octobre | 1,57 | 0,03 | 0,16 |
| PRIX | | | | |
| Indice des prix à la consommation (1992 = 100) | novembre | 115,8 | -0,9 % | 0,7 % |
| Indice des prix des produits industriels (1997 = 100) | novembre | 106,5 | 0,0 % | -1,9 % |
| Indice des prix des matières brutes (1997 = 100) | novembre | 103,5 | -2,9 % | -16,2 % |
| Indice des prix des logements neufs (1992 = 100) | novembre* | 107,1 | 0,3 % | 2,7 % |

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

- 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
- Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 10 au 16 janvier 2002

| DOMAINE / Titre du produit | Période | Numéro au catalogue | Prix (\$) (Numéro / Abonnement) |
|--|------------------------------|---------------------|------------------------------------|
| AGRICULTURE | | | |
| Production d'oeufs | novembre 2001 | 23-003-XIB | gratuit |
| BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS | | | |
| Balance des paiements internationaux du Canada | 3 ^e trim. de 2001 | 67-001-XPB | 38/124 |
| Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières | octobre 2001 | 67-002-XIB | 14/132 |
| COMMERCE INTERNATIONAL | | | |
| Exportations par marchandise | octobre 2001 | 65-004-XMB | 37/361 |
| Exportations par marchandise | octobre 2001 | 65-004-XPB | 78/773 |
| COMPTES DES REVENUS ET DES DÉPENSES | | | |
| Comptes nationaux des revenus et dépenses | 3 ^e trim. de 2001 | 13-001-XIB | 33/109 |
| Comptes nationaux des revenus et dépenses | 3 ^e trim. de 2001 | 13-001-XPB | 44/145 |
| FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE | | | |
| Huiles et corps gras | novembre 2001 | 32-006-XIB | 5/47 |
| Lampes électriques, ampoules et tubes | novembre 2001 | 43-009-XIB | 5/47 |
| Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres | novembre 2001 | 36-003-XIB | 5/47 |
| Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier | novembre 2001 | 41-011-XIB | 5/47 |
| Produits chimiques industriels et résines synthétiques | novembre 2001 | 46-002-XIB | 5/47 |
| Scieries et ateliers de rabotage | octobre 2001 | 35-003-XIB | 9/86 |
| Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline | août 2001 | 55-001-XIB | 9/86 |
| INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL | | | |
| Permis de bâtir | novembre 2001 | 64-001-XIF | 14/145 |
| OPÉRATIONS DU RECENSEMENT | | | |
| Avant-goût des produits et services du recensement de 2001 | 2001 | 92-376-XIF | gratuit |
| Avant-goût des produits et services du recensement de 2001 | 2001 | 92-376-XPB | gratuit |
| STATISTIQUE DU COMMERCE | | | |
| Ventes de véhicules automobiles neufs | novembre 2001 | 63-007-XIB | 13/124 |
| STATISTIQUE DU TRAVAIL | | | |
| Emploi, gains et durée du travail | octobre 2001 | 72-002-XIB | 24/240 |
| Information - population active | décembre 2001 | 71-001-PIB | 8/78 |
| Information - population active | décembre 2001 | 71-001-PPB | 11/103 |
| TRANSPORTS | | | |
| Chargements ferroviaires mensuels | octobre 2001 | 52-001-XIF | 8/77 |

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

Centres de consultation régionaux

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information du système de retrait de données informatisées CANSIM. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve et Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick

Statistique Canada
Services-conseils
1741, rue Brunswick, 2^e étage, casier 11
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3X8

Appel local : (902) 426-5331
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (902) 426-9538
Courriel : atlantic.info@statcan.ca

Québec et Nunavut

Statistique Canada
Services-conseils
Complexe Guy-Favreau, Tour Est
200, boul. René-Lévesque Ouest, pièce 408
Montréal (Québec)
H2Z 1X4

Appel local : (514) 283-5725
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (514) 283-9350
Courriel : infostcmontreal@statcan.ca

Région de la capitale nationale

Statistique Canada
Centre de consultation statistique (RCN)
Immeuble R.-H.-Coats
Avenue Holland, rez-de-chaussée
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Appel local : (613) 951-8116
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (613) 951-0581
Courriel : infostats@statcan.ca

Ontario

Statistique Canada
Services-conseils
Immeuble Arthur-Meighen
25, avenue St. Clair Est, 10^e étage
Toronto (Ontario)
M4T 1M4

Appel local : (416) 973-6586
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba

Statistique Canada
Services-conseils
Édifice Via Rail
123, rue Main, pièce 200
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4V9

Appel local : (204) 983-4020
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (204) 983-7543
Courriel : statswpg@accglobal.net

Saskatchewan

Statistique Canada
Services-conseils
Park Plaza
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Saskatchewan)
S4P 4K1

Appel local : (306) 780-5405
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (306) 780-5403
Courriel : statcan@sk.sympatico.ca

Alberta et Territoires du Nord-Ouest

Statistique Canada
Services-conseils
Park Square
10001, Bellamy Hill, 15^e étage
Edmonton (Alberta)
T5J 3B6

Appel local : (780) 495-3027
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (780) 495-5318
Courriel : ewieall@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon

Statistique Canada
Services-conseils
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 6C7

Appel local : (604) 666-3691
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (604) 666-4863
Courriel : stcvan@statcan.ca

Appareils de télécommunications pour les malentendants

Sans frais : 1 800 363-7629